

**Convention collective**

**IDCC : 9311. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE,  
ÉLEVAGE, VITICULTURE, ARBORICULTURE, MARAÎCHAGE  
ET PRODUCTIONS LÉGUMIÈRES  
(Haute-Garonne)  
(14 janvier 2016)**

(Étendue par arrêté du 2 juin 2016,  
*Journal officiel* du 10 juin 2016)

---

**AVENANT N° 1 DU 7 DÉCEMBRE 2016**

NOR : AGRS1797212M  
IDCC : 9311

---

Entre

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Haute-Garonne

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT de la Haute-Garonne

Fédération CGT agroalimentaire et forestière

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 5 de la convention collective « révision et dénonciation » est modifié comme suit à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant :

**« 1. Révision**

Conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail, la présente convention pourra, à tout moment, faire l'objet d'une demande de révision de la part de l'une des parties signataires ou qui y ont adhéré conformément à l'article L. 2261-3, adressée par lettre recommandée aux autres parties et au directeur du travail, responsable de l'unité départementale de la Haute-Garonne de la DIRECCTE.

La demande en révision doit spécifier clairement les articles auxquels elle s'applique et les nouveaux textes que la partie demanderesse désire y substituer.

Le responsable départemental de la DIRECCTE doit, dans un délai de 1 mois à dater de la demande en révision, provoquer la réunion de la commission mixte.

**2. Dénonciation**

Conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail la dénonciation de la présente convention peut intervenir à tout moment à l'initiative de l'une des parties signataires ou qui y ont adhéré

conformément à l'article L. 2261-3. Elle est notifiée par son auteur aux autres signataires par pli recommandé avec préavis de 3 mois.

Elle doit donner lieu à dépôt, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les effets immédiats collectifs ou individuels de la dénonciation sont réglés par les dispositions contenues aux articles L. 2261-10 et suivants du code du travail.

Dans les cas où la dénonciation émane de la totalité des signataires salariés, une nouvelle négociation doit s'engager à la demande d'une des parties intéressées dans un délai maximum de 60 jours suivant la date de dénonciation.

De nouvelles propositions sont jointes à la dénonciation. »

## **Article 2**

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 6 de la convention collective « Commission paritaire d'interprétation » sont modifiés comme suit à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant :

### **« 1. Composition**

Elle est composée d'un représentant syndical appartenant à chacune des organisations salariales signataires de la présente convention ou qui y ont adhéré conformément à l'article L. 2261-3 et d'un nombre égal de représentants patronaux désignés par les organisations patronales signataires ou qui y ont adhéré conformément à l'article L. 2261-3.

Elle est présidée par le responsable de l'unité départementale Haute-Garonne de la DIRECCTE ou son représentant. »

## **Article 3**

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 7 de la convention collective « Commission paritaire de conciliation » sont modifiés comme suit à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant :

### **« 1. Composition**

Elle est composée d'un représentant syndical appartenant à chacune des organisations salariales signataires de la présente convention ou qui y ont adhéré conformément à l'article L. 2261-3 et d'un nombre égal de représentants patronaux désignés par les organisations patronales signataires ou qui y ont adhéré conformément à l'article L. 2261-3.

Elle est présidée par un représentant de la DIRECCTE compétente.

Les représentants des parties concernées dans le conflit sont convoqués et entendus par la commission. »

## **Article 4**

L'article 10 de la convention collective « Principe général de non-discrimination » est modifié comme suit à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant :

L'article L. 1132-1 du code du travail s'applique.

Au jour de la modification du présent article les dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail sont :

« Aucune personne ne peut être écartée d'une procédure de recrutement ou de l'accès à un stage ou à une période de formation en entreprise, aucun salarié ne peut être sanctionné, licencié ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, telle que définie à l'article 1<sup>er</sup> de la

loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, notamment en matière de rémunération, au sens de l'article L. 3221-3, de mesures d'intéressement ou de distribution d'actions, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat en raison de l'un des motifs énoncés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 précitée. »

### **Article 5**

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera remis à chacune des organisations signataires et deux exemplaires, une version sur support papier et une version sur support électronique, seront déposés à l'unité départementale de la Haute-Garonne de la DIRECCTE Occitanie.

Fait à Toulouse, le 7 décembre 2016.

(Suivent les signatures.)